



## **Andris Piebalgs**

### **L'Union européenne redéploie progressivement son aide au développement et cible l'éducation des personnes les plus fragiles**

**Antananarivo, 16 avril 2013** – *L'Union européenne, représentée par Leonidas Tezapsidis, Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne à Madagascar et l'Unicef, représenté par Steven Lauwerier, Représentant résident de l'Unicef à Madagascar, ont signé aujourd'hui une convention de financement de près de 45 milliards d'ariary pour appuyer l'éducation à Madagascar.*

Dans un contexte de sortie progressive de la crise politique, après trois années de soubresauts, les programmes d'aide au développement européens ont redémarré à Madagascar avec l'adoption d'un nouveau plan de soutien articulé autour de la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et le renforcement de la société civile.

Le Commissaire au développement Andris Piebalgs a déclaré: " *L'instabilité politique et la crise économique à Madagascar entraînent des conséquences dramatiques pour les populations. Avec nos nouveaux programmes, nous allons concentrer nos efforts sur la santé, l'éducation la sécurité alimentaire et le rôle de la société civile au bénéfice des plus démunis et permettre au pays de poser les premiers jalons d'une nouvelle dynamique de développement* ".

L'Ambassadeur Léonidas Tezapsidis, accompagné des Secrétaires Généraux des Ministères de l'Education nationale et des Finances et du Budget a souligné que, dans le domaine de l'éducation un nouveau soutien a été décidé pour éviter la déscolarisation des enfants et diminuer la pression économique sur les parents les plus vulnérables.

Financé à hauteur de 15 millions d'euros (près de 45 milliards d'ariary), ce nouveau programme permettra à l'éducation malgache de conserver un accès à l'éducation de base à travers le financement des "*maîtres FRAM*" (enseignants communautaires), la fourniture de kits scolaires et la mise en place et l'approvisionnement de cantines scolaires.

La mise en œuvre du programme, d'une couverture nationale, sera confiée au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (l'UNICEF) qui va travailler avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour les cantines scolaires. Steven Lauwerier a conclu : « *Même si beaucoup reste à faire, nous nous réjouissons de cette contribution mobilisée par l'Union Européenne dans un contexte difficile afin d'aider les enfants malgaches à réaliser leur droit à l'éducation* ».

## **Communication/Délégation de l'UE à Madagascar**